



FONDS DE SOLIDARITE GAZA

La guerre de Gaza

Le 7 juillet 2014, à la suite de la montée des tensions entre Israël et le Hamas, l'armée israélienne a lancé l'opération « bordures protectrice » sur la bande de Gaza. La crise a duré près de deux mois et a connu une importante escalade des violences, impliquant des tirs de roquettes par les palestiniens du Hamas, des bombardements aériens et maritimes ainsi qu'une offensive terrestre à partir du 18 juillet 2014 par l'armée israélienne.

Selon le rapport final d'OCHA et le Centre Palestinien des Droits de l'Homme (PCHR), le bilan, en termes de destruction, de dévastation et de déplacement au cours des 50 jours de conflit est sans-précédent pour la Bande de Gaza. Plus de 2200 palestiniens ont été tués au cours de la crise, dont 1658 civils (75,7%), incluant 598 enfants (24%) et 298 femmes (13,7%). Plus de 10 000 palestiniens ont été blessés. 71 israéliens ont également trouvé la mort lors de cette guerre. 18000 foyers ont été endommagés, près de 900 maisons entièrement détruites, et 500 000 personnes ont été forcées de quitter leur logement pour se réfugier dans les écoles, les hôpitaux, les quartiers généraux des ONG ou chez des proches. Si la plupart ont pu réintégrer leur lieu de vie, en octobre 2014, OCHA dénombrait encore plus de 108000 personnes sans logement.

La Bande de Gaza subit un blocus de la part d'Israël depuis 70 ans, les conditions humanitaires se sont dramatiquement détériorées : des restrictions supplémentaires ont été imposées sur les mouvements des individus et le flux des biens à l'entrée et à la sortie de la Bande de Gaza. La population de Gaza s'est retrouvée, fin 2014, face à une pénurie en eau et en nourriture, à des coupures d'électricité, à des services de santé inadéquats, et au manque de services environnementaux comme la collecte et l'élimination des déchets solides.

Le fonds de solidarité de CUF

Au regard de l'ampleur de la crise et à la demande de ses adhérents, Cités Unies France et le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine ont décidé de l'ouverture d'un fonds d'urgence pour soutenir la réhabilitation et la reconstruction dans la Bande de Gaza : « le fonds de solidarité pour Gaza ». Un compte bancaire spécial a été ouvert à cette occasion.

Six collectivités territoriales françaises ont répondu à l'appel et amené leur contribution financière : les villes de Saint-Denis, Clichy La Garenne, Bouguenais, Cherbourg Octeville,

Choisy Le Roi et Aubervilliers. Au total, environ 15000 euros ont été récoltés.

Proposition d'action

Etant donné la modeste somme récoltée par ce fonds de solidarité, il ne semble pas possible de mettre en œuvre un programme d'actions spécifique aux collectivités territoriales françaises.

La piste de travail proposée par Cités Unies France consiste à soutenir financièrement, avec le consulat général de France à Jérusalem, un programme d'actions proposé par le Centre des Femmes de la Bande de Gaza (Women's Affairs Center - WAC) dans le cadre du Fonds Social de Développement du consulat.

Le projet

Titre du projet : Promouvoir les opportunités d'emploi et de revenus pour les femmes marginalisées qui sont chefs de ménages ou diplômées dans la bande de Gaza.

Lieu de l'action : Communes les plus touchées par l'offensive israélienne sur la bande de Gaza de l'été 2014 (Beit Hanoun, Shijaia, Juhur Deik, Khuza'a et Rafah est), dans cinq gouvernorats.

Durée de l'action : 12 mois

Résumé : Le projet répond à la priorité du Fonds Social du Développement du Consulat général de France à Jérusalem : « Soutenir les activités rémunératrices et de création d'emplois principalement à Gaza et dans les camps de réfugiés ».

Le projet propose de répondre aux problèmes suivants :

- la faible connaissance des besoins du marché lié aux petites affaires ou activités génératrices de revenus ;
- le manque de capacités personnelles et de management des femmes chefs de ménage et des femmes diplômées ;
- le manque d'opportunités d'emploi et de revenus des femmes chefs de ménage et des femmes diplômées ;
- la faiblesse de la sensibilisation du secteur privé et des organisations de la société civile pour proposer des opportunités économiques pour cette population.

Coût total estimé du projet : 113 000 euros. 70% du projet seront financés par le fond social de développement du consulat général de France à Jérusalem ; 16% seront financés par WAC et WAC devra encore trouver 14% de cofinancement (environ 15000 euros).

Objectifs, résultats et activités principaux du projet

L'objectif principal du projet est d'améliorer la santé économique des femmes marginalisées, chefs de ménage et/ou femmes diplômées dans la bande de Gaza.

Plus largement, ce projet participe à la diminution de la pauvreté, des discriminations et violences contre les femmes chefs de foyer ou diplômées marginalisées par la société dans la bande de Gaza.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Augmenter l'accès aux formations professionnelles et aux ressources financières des femmes chefs de foyers et des femmes diplômées.
- Promouvoir le rôle économique et productif des femmes dans la communauté.

Les trois résultats attendus pour ce projet sont les suivants :

- R1 : Améliorer la connaissance de la communauté des entreprises sur les besoins du marché ;
- R2 : Améliorer les moyens de subsistance et les revenus des femmes chefs de foyer et des femmes diplômées ;
- R3 : Augmenter la connaissance et la sensibilisation des communautés de la bande de Gaza sur les problèmes et besoins des femmes chefs de foyer et des femmes diplômées dans leur accès aux opportunités économiques.

Les activités principales consistent à

- Conduire une analyse des besoins du marché ;
- Former les deux groupes de femmes ciblés par le projet sur le genre et sur la manière de lancer et optimiser des projets générateurs de petits revenus ;
- Former le personnel dans les organisations de Crédit sur le genre et le développement ;
- Apporter une assistance financière à 20 femmes formées afin qu'elles puissent lancer ou optimiser leur propre activité/affaire ;
- Apporter des consultations techniques pour les femmes ciblées par le projet ;
- Organiser une exposition de trois jours pour permettre aux femmes entrepreneuses de commercialiser leurs produits.

Populations impactées par le projet

Bénéficiaires directs du projet :

- Femmes diplômées (différentes disciplines) résidant dans des communes affectées par l'offensive israélienne ou dans des camps de réfugiés, sans-emploi et souffrant de pauvreté, violences et/ou discriminations : 35 femmes entre 24 et 35 ans.
- Femmes chefs de foyers, résidant dans des communes affectées par l'offensive israélienne ou dans des camps de réfugiés, devant assurer la subsistance de leur famille, et souffrant de pauvreté, violences et/ou discriminations : 40 femmes entre 24 et 40 ans.
- Femmes et hommes travaillant dans des organisations de crédit et des organisations de femmes entrepreneuses de tous les gouvernorats de la Bande de Gaza : 13 femmes et 12 hommes entre 24 et 55 ans.

Bénéficiaires indirects du projet :

- Les familles des femmes chefs de foyer et des femmes diplômées : environ 500 personnes (hommes et femmes, filles et garçons de tout âge).
- Les personnes qui visiteront l'exposition de commercialisation des produits des femmes ciblées par le projet : environ 4000 personnes (hommes et femmes) entre 20 et 60 ans.
- L'analyse des besoins du marché bénéficiera plus largement à des personnes dans les organisations de crédit, les ONG et organisations locales pour les femmes, les organisations de relations internationales, ainsi qu'aux experts de développement, aux femmes chefs de foyer et/ou diplômées : environ 1000 personnes (femmes et hommes).

Organisation du travail et partenariats locaux

L'équipe technique de WAC pour la mise en œuvre du projet est composée de cinq personnes :

- Un coordinateur de projet qui s'occupera de la gestion quotidienne (personnel, budget, mise en œuvre des activités, coordination avec les parties prenantes, gestion des risques, reporting etc.)
- Une formatrice qui s'occupera des ateliers conseils sur la gestion d'une petite affaire (d'une activité génératrice de revenu) et sur la manière de lancer ou d'optimiser une affaire.
- Un travailleur social de terrain qui s'occupera de faciliter les sessions de formations mais aussi de gérer la logistique de l'exposition ;
- Un comptable qui sera en charge de verser les salaires, vérifier les documents comptables, les transactions etc. Il fournira aussi une analyse financière du projet grâce à toutes les données récoltées et préparera les rapports financiers.
- Un contrôleur du projet qui s'occupera de suivre les activités et de vérifier l'atteinte des résultats, des objectifs spécifiques et généraux et de s'assurer de la concordance entre le travail prévu et réellement mis en œuvre.

Partenaires locaux

WAC travaillera en partenariat avec 5 organisations locales pour les femmes basées dans chaque gouvernorat ciblé par le projet. Ces organisations permettront de faciliter l'accès aux femmes marginalisées résidant dans les communes les plus touchées par l'offensive israélienne de l'été 2014.

WAC travaillera aussi en partenariat avec les organisations de crédit et d'entrepreneuriat pour faciliter l'engagement des femmes chefs de foyer et des femmes diplômées dans le développement d'une petite activité/affaire génératrice de revenus.

Suivi / évaluation du projet

Le suivi / monitoring du projet sera réalisé par WAC. Le suivi consistera à assurer la

bonne mise en oeuvre des activités pour atteindre les résultats et objectifs du projet ainsi qu'assurer la conformité entre la mise en œuvre du projet avec les lignes budgétaires prévues. Pour cela, deux réunions par semaine seront organisées, et des rapports mensuels seront rédigés. Cela permettra d'ajuster le projet si nécessaire.

L'évaluation à la fin du projet sera double :

- WAC se servira des rapports des différentes ressources humaines du projet afin de réaliser une évaluation finale interne qui sera présentée au consulat général.
- un évaluateur professionnel externe à WAC recruté uniquement pour l'évaluation de fin de projet.

Procédure et contacts à Cités Unies France

Ce projet, que Cités Unies France propose de soutenir, paraît pertinent au regard de la somme disponible à CUF et des objectifs, résultats et activités proposés par WAC.

Les six collectivités territoriales françaises donatrices sont désormais invitées à réagir à cette proposition en nous faisant part de tous commentaires, questions ou remarques par mail ou par téléphone. Une réunion du comité des donateurs pourra également être organisée afin de discuter et éventuellement valider le projet proposé.

Contacts à Cités Unies France :

Simoné Giovetti : 01 53 41 81 87 / s.giovetti@cites-unies-france.org

Lucie Allex-Billaud : 01 53 41 81 85 / l.allexbillaud@cites-unies-france.org